

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

**Renseignements particuliers
de l'opposition officielle**

Document préparé par Le Fonds d'aide aux actions collectives
Avril 2024

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

Demande de renseignements		Page
P.1	Sommes dépensées en 2023-2024 (et prévisions pour 2024-2025) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	4
P.2	Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2023-2024, indiquer : <ul style="list-style-type: none"> a) la liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération ; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération et leur CV ; d) la liste des personnes ayant démissionné de leur poste ; e) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation. 	5
P.6	Copie du plan directeur informatique triennal ; indiquer les réalisations en 2023-2024. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	6
P.7	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2023-2024.	7
P.9	Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2023-2024. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser : <ul style="list-style-type: none"> a) le mandat ; b) les membres ; c) le budget ; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; e) le nombre de rencontres effectuées en 2023-2024 ; f) les résultats obtenus en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025. 	8
P.11	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2023-2024 : <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de toutes les campagnes ; b) les coûts de ces campagnes ; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; d) les dates de diffusion de la campagne ; e) les objectifs visés par chaque campagne. 	9

Demande de renseignements		Page
P.15	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2023-2024 :</p> <p>a) Le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;</p> <p>b) Le nom du ou des organismes bénéficiaires;</p> <p>c) Le montant qui leur a été accordé.</p> <p>Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.</p>	10
P.56	<p>Liste des mandats accordés en 2023-2024 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser :</p> <p>a) Le nom et l'adresse du professionnel;</p> <p>b) La description du mandat ; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation;</p> <p>c) Le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant ; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable;</p> <p>d) Les prévisions des coûts pour 2023-2024 et pour l'ensemble du mandat confié;</p> <p>e) Le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant;</p> <p>f) Une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.</p>	11
P.57	<p>Liste, détail et coûts des mandats donnés par le ministère de la justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires et légistes de la pratique privée ou à la retraite dans le cadre d'avis, consultation, assistance ou rédaction concernant la législation, pour les années 2023-2024.</p>	12

N.B. À moins d'indications contraires, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 28 février 2024.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

OPPOSITION OFFICIELLE

Étude des crédits 2024-2025

Question 01	Sommes dépensées en 2023-2024 (et prévisions pour 2024-2025) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
-------------	--

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

	2023-2024 (κ\$)
LOGICIELS	
MATÉRIEL	
SERVICES PROFESSIONNELS <ul style="list-style-type: none">• INTERNE• EXTERNE• REVENU QUÉBEC• M.C.N.	2.5 \$
TOTAL	2.5 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

OPPOSITION OFFICIELLE

Étude des crédits 2024-2025

Question 02	<p>Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2023-2024, indiquer :</p> <p>a) la liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;</p> <p>b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération ;</p> <p>c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération et leur CV ;</p> <p>d) la liste des personnes ayant démissionné de leur poste ;</p> <p>e) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.</p>
-------------	--

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- ME LINE, DROUIN, PRÉSIDENTE
- ME RITA DE SANTIS, MEMBRE
- ME JENNIFER LEMARQUIS, DIRECTRICE GÉNÉRALE ET SECRÉTAIRE
- ME NATHALIE, GUILBERT, AVOCATE
- ME RYAN MAYELE, AVOCAT
- M. DJAMEL MESSAOUDI, TECHNICIEN EN ADMINISTRATION
- MME ANNIE CARRIÈRE, AGENTE DE SECRÉTARIAT
- MME LOKAR TOMBOR, AGENTE DE BUREAU

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION
- AUCUN

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

D. NOM ET PRÉNOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ME RITA DE SANTIS	MEMBRE	2021-05-12		DÉCRET 396-2017
ME LINE DROUIN	PRÉSIDENTE	2024-02-28		DÉCRET 396-2017

E. LA LISTE DES PERSONNES AYANT DÉMISSIONNÉ DE LEUR POSTE;

- M. JACQUES PARENT.
- MME. ANNE TURGEON

F. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION

NOM ET PRÉNOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
M. JACQUES PARENT	PRÉSIDENT	5 667,00 \$	1 204,00 \$	1 277,00 \$
MME. ANNE TURGEON	MEMBRE	4 639,00 \$	954,00 \$	0 \$
ME RITA DE SANTIS	MEMBRE	190,00 \$	611,00 \$	0 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

OPPOSITION OFFICIELLE

Étude des crédits 2024-2025

Question 06	Copie du plan directeur informatique triennal ; indiquer les réalisations en 2023-2024. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.
-------------	---

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

Aucun.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

OPPOSITION OFFICIELLE

Étude des crédits 2024-2025

Question 07	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2023-2024.
-------------	---

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

Aucun.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

OPPOSITION OFFICIELLE

Étude des crédits 2024-2025

Question 09	Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2023-2024. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser : a) le mandat ; b) les membres ; c) le budget ; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; e) le nombre de rencontres effectuées en 2023-2024 ; f) les résultats obtenus en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.
-------------	---

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

Aucun.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

OPPOSITION OFFICIELLE

Étude des crédits 2024-2025

Question 11	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2023-2024 : a) le nom de toutes les campagnes ; b) les coûts de ces campagnes ; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; d) les dates de diffusion de la campagne ; e) les objectifs visés par chaque campagne.
-------------	---

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

Aucune.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

OPPOSITION OFFICIELLE

Étude des crédits 2024-2025

Question 15	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2023-2024 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;c) le montant qui leur a été accordé. <p>Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.</p>
-------------	--

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

Aucun.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

OPPOSITION OFFICIELLE

Étude des crédits 2024-2025

Question 56	<p>Liste des mandats accordés en 2023-2024 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nom et l'adresse du professionnel ;b) la description du mandat ; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation ;c) le coût horaire et le coût total du mandat réalisé jusqu'à maintenant ; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable ;d) les prévisions des coûts pour 2023-2024 et pour l'ensemble du mandat confié ;e) le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant ;f) une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.
-------------	--

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

Aucun.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

OPPOSITION OFFICIELLE

Étude des crédits 2024-2025

Question 57	Liste, détail et coûts des mandats donnés par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement à des avocats, notaires et légistes de la pratique privée ou à la retraite dans le cadre d'avis, consultation, assistance ou rédaction concernant la législation, pour les années 2023-2024.
-------------	---

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

Aucun.